

Certains critiques canadiens soutiennent que des mesures comme l'imposition d'un droit compensateur sur le bois d'oeuvre résineux nous justifient d'arrêter les négociations commerciales. Je ne suis pas d'accord. Sur le long terme, je crois que ni l'un ni l'autre pays n'a intérêt à se retirer de ces discussions. Mais je dois dire que de telles mesures entravent certainement le processus.

A Washington il y a deux semaines, je rencontrais votre Représentant au commerce, Clayton Yeutter, pour discuter de ce point. Nous avons convenu que les points de friction en matière commerciale peuvent affecter le progrès de ces négociations qui visent à produire un accord commercial global. C'est pourquoi nous avons convenu de nous retrouver à tous les trimestres pour tenter de régler sans tarder les problèmes qui surgissent. De même, le secrétaire au Commerce Baldrige et moi-même avons convenu de mieux nous consulter.

Cela permettra à nos négociateurs de poursuivre leur objectif qui est d'enchâsser une relation commerciale importante, complexe et multiforme dans un nouveau traité qui réduira non seulement les barrières commerciales, mais également l'incertitude.

Et comme les gens d'affaires le savent mieux que quiconque, l'incertitude génère un climat insalubre pour les décisions des entreprises en minant la confiance qui est si essentielle à la prospérité de l'économie.

Avantages d'un accord commercial

Le défi posé aux négociateurs canadiens et américains est de préparer un accord qui satisfait aux grands objectifs des deux pays. Cet objectif n'est pas facile, mais il est dans l'intérêt des deux pays de continuer à rechercher une issue favorable.

Au Canada, on débat depuis longtemps des coûts et avantages attendus d'un nouvel accord commercial. Bien que la question continue à soulever de la controverse, il s'est développé un large consensus autour de la position voulant que le Canada tire avantage d'un accord commercial avec les Etats-Unis.

Nos gens d'affaires et nos gouvernements provinciaux acceptent généralement ce point de vue. Et nous du gouvernement canadien sommes évidemment convaincus qu'un accord commercial créerait des emplois et favoriserait les intérêts économiques du Canada.